

# Adaptation au Changement Climatique au Sénégal : Stratégies, Initiatives, et Pratiques Atelier Final

Atelier multi-acteurs de partage des résultats du projet sur l'adaptation dirigé localement

En collaboration avec ENDA Energy, l'APRI - l'Institut de recherche sur les politiques en Afrique - lance un rapport basé sur une étude complète de l'adaptation locale à travers le Sénégal. Dans le cadre de notre atelier, nous présenterons les résultats de la recherche et engagerons des discussions avec les parties prenantes afin de recueillir des recommandations pour une meilleure utilisation des résultats obtenus. Nous examinerons les lacunes dans la mise en œuvre des politiques climatiques et d'autres cadres et stratégies nationaux et locaux afin de mieux comprendre les défis et les opportunités pour faire avancer les solutions climatiques qui sont axées sur les priorités et les besoins spécifiques du pays et qui sont cohérentes avec les pratiques d'adaptation endogène.

**Hôtel Filaos, Saly, Mbour, Senegal**

**Mardi 3 août | 08:30-15:00**





APRI - Africa Policy Research Institute est un groupe de réflexion africain indépendant et non partisan. Il mène des recherches sur les principales questions politiques qui affectent les pays africains et le continent africain.

APRI fournit des éclairages sur les processus de prise de décision politique allemands et de l'Union européenne concernant l'Afrique. De plus, APRI propose des options politiques aux décideurs africains et aux acteurs de la société civile.



## **ENDA ENERGIE**

ENDA Énergie est une organisation non gouvernementale internationale dont le siège est basé à Dakar, Sénégal. Le travail d'ENDA se concentre sur le renforcement de la visibilité et de la valorisation des connaissances et des outils développés au niveau local. ENDA Énergie vise à fournir des analyses sur les questions énergétiques et à ouvrir la voie pour que les sociétés aient accès à des services énergétiques durables et un contrôle citoyen efficace sur les ressources naturelles.

De plus, cette ONG promeut l'accès à des services énergétiques durables, inclusifs et équitables tout en soutenant les praticiens du développement dans la mise en œuvre d'accords environnementaux multilatéraux, notamment sur l'énergie et le changement climatique, la gestion durable des terres, la dimension de genre et l'accès à l'énergie.



# AVEC

## **Dr. Olumide Abimbola, Directeur Exécutif, APRI**

Dr Olumide Abimbola est le Directeur Exécutif de l'APRI - Africa Policy Research Institute, un groupe de réflexion basé à Berlin. Auparavant, il a travaillé sur le commerce et l'intégration régionale à la Banque Africaine de Développement, ainsi que sur la gouvernance des ressources naturelles à la GIZ.

## **Secou Sarr, Directeur, ENDA Energie**


Actuel Secrétaire exécutif du réseau Enda Tiers-Monde, M. Sécou Sarr, est spécialisée sur la transition énergétique, l'autonomisation et la résilience des populations et des écosystèmes, ainsi que sur la gouvernance des ressources naturelles. Il est jusqu'alors Directeur d'Enda Energie. Cette entité, qui est l'une des plus importantes et des plus anciennes du réseau international Enda Tiers- Monde.

## **Dr. Grace Mbungu, Responsable du Programme Changement Climatique, APRI**

Dr. Grace Mbungu est une chercheuse principale et responsable du Programme sur le Changement Climatique à l'APRI - Africa Policy Research Institute, un groupe de réflexion basé à Berlin. Auparavant, elle a travaillé en tant que chercheuse associée à l'Institut des Études Avancées en Durabilité (IASS), maintenant connu sous le nom de Research Institute for Sustainability (RIFS), à Potsdam, en Allemagne.

## **Dr. Ibrahima Sy, Chercheur Principal sur le Changement Climatique, APRI**

Dr. Ibrahima Sy est un chercheur principal en matière de changement climatique à l'APRI. Il est actuellement maître de conférences au Département de Géographie de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) à Dakar, au Sénégal. Il est également chercheur associé au Centre de Suivi Écologique (CSE) à Dakar.



# AVEC

## **Ousmane Thialla, Agriculteur à Daga Birame**

Monsieur Thialla est acteur de développement local investi dans l'agroforesterie à Daga Birame dans la région de Kaffrine et il a été l'un des principaux utilisateurs de l'information climatique dans l'agriculture qui ont eu à mettre en œuvre l'initiative du village climato-intelligent de Daga Birame en collaboration avec l'ANACIM, le CNRF-ISRA, l'ANCAR, etc. Il a activement participé à la mise en œuvre de l'initiative Jokolanté de l'adaptation dirigée sur l'agriculture avec la communauté de Daga Birame.

## **Moussa Ndiaye, Agent de développement local à Dionewar**

Monsieur Ndiaye est le Coordinateur du projet REVARD (Réduction de la Vulnérabilité et Amélioration de la Résilience des Communautés de Dionewar) qui est une initiative de lutte contre l'érosion côtière au niveau local financée par le Fonds d'Adaptation (FA) avec le soutien du Centre de Suivi Ecologique (CSE) de Dakar. Acteur de développement communautaire, il est co-fondateur et membre du Comité Directeur de l'Association pour le Développement de Dionewar (ADD). Aussi, il soutient de nombreuses interventions dans le domaine de la lutte contre l'érosion côtière et les inondations dans la zone de Dionewar.

## **Dr. Coumba Ndoffène Diouf, Médecin Chef du District Sanitaire de Linguère**

Dr. Diouf a soutenu et participé à l'élaboration et à la mise en œuvre du système d'alerte précoce aux vagues de chaleur dans les zones à risque au Sénégal et il a été pendant très longtemps le point focal du Ministère de la Santé, de l'ANACIM et du CSE pour l'initiative de SAP dans le département de Linguère. Il assurait le relais du bulletin d'alerte précoce aux populations de la zone et de la surveillance sanitaire autour des risques liés aux vagues de chaleur. Il a aussi travaillé avec l'OHMI de Widou Thiéngoly pour les aspects relatifs au suivi sanitaire des populations locales.

# PROGRAMME HORAIRE

<b>8:30-9:00</b>	<b>Accueil et enregistrement des participants</b>
<b>9:00-10:00</b>	<b>Mot de bienvenue du Directeur d'ENDA-Energie ; Allocution du Directeur de APRI ; Représentant du COMNACC ; et Représentant du Directeur de la DEEC</b>
<b>10:00-10:15</b>	<b>Feedback sur la collaboration ENDA-APRI avec Dr. Olumide Abimbola</b>
<b>10:15-10:30</b>	<b>Pause-café</b>
<b>10:30-10:45</b>	<b>Feedback sur le projet LLA avec Dr. Grace Mbungu</b>
<b>10:45-11:00</b>	<b>Feedback sur la gouvernance climatique au Sénégal avec DEEC et COMNACC</b>
<b>11:00-12:15</b>	<b>Présentation des résultats du projet Témoignages des acteurs de terrain : Daga Birame, Dionewar et Widou Thiéngolye</b>
<b>12:15-13:15</b>	<b>Discussions en plénière : commentaires, contributions, questions et réponses sur les résultats obtenus</b>
<b>13:15-13:45</b>	<b>Prochaines étapes, conclusions et recommandations</b>
<b>13:45-15:00</b>	<b>Déjeuner et départ</b>



# RÉSUMÉ DU RAPPORT

## Contexte

Ce rapport présente les résultats de recherches sur les politiques d'adaptation au changement climatique, les stratégies et les actions locales au Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Il met en évidence les stratégies d'adaptation dirigée localement (ADL), les pratiques et les enseignements qui peuvent informer et guider la mise en œuvre des Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) et des actions climatiques aux niveaux local et national.

Les pays africains, tels que le Sénégal, mettent en œuvre leurs stratégies d'adaptation au changement climatique dans le cadre des CDN grâce à diverses actions climatiques menées selon les secteurs prioritaires définis. En effet, chaque secteur d'adaptation prioritaire au Sénégal (agriculture, élevage, pêche, ressources en eau, inondations, érosion côtière, infrastructures, santé, biodiversité, etc.) a identifié des options nationales d'adaptation qui devraient être mises en œuvre localement. Ainsi, la question est de savoir si les réponses endogènes aux défis climatiques au niveau local ou les pratiques communautaires d'adaptation ont bien été prises en compte dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des CDN.

Pour soutenir le Sénégal dans la gestion des défis de mise en œuvre des CDN et intégrer les besoins des communautés en termes d'adaptation dirigée localement, l'APRI, en étroite collaboration avec Enda Energy, a réalisé des recherches sur les politiques d'adaptation au changement climatique, les stratégies et les actions locales dans tout le pays.

## Objectifs

Pour contribuer efficacement à la mise en œuvre des actions climatiques au Sénégal, l'intégration de l'adaptation dirigée par les communautés nécessite l'élimination des obstacles, des contraintes et des défis en termes de compétences, de financement et de leadership des autorités locales. C'est dans ce contexte que le projet de recherche intitulé « Adaptation au changement climatique, stratégies, pratiques et initiatives: enjeux et voies au Sénégal » a été lancé par l'APRI. Ses objectifs sont de comprendre et de documenter:

- le statut, les besoins et les priorités des actions climatiques au Sénégal;
- les priorités et les besoins d'adaptation des communautés locales;
- les politiques, les stratégies, les pratiques et les initiatives disponibles au niveau national et communautaire pour répondre aux besoins d'adaptation;
- la mise en œuvre des engagements conformément aux priorités des acteurs sénégalais pour les actions climatiques;
- les défis, les obstacles, les opportunités et les points d'entrée pour une adaptation climatique davantage dirigée localement;
- les opportunités potentielles et les points d'entrée pour soutenir et encourager une action d'adaptation efficace et durable pour les communautés à risque et vulnérables par les acteurs nationaux et internationaux.

## Approche et méthodologie

Le projet de recherche a été mis en œuvre au Sénégal grâce à l'établissement d'un cadre de collaboration et de dialogue entre les scientifiques, les décideurs politiques, les praticiens et les communautés locales présents sur place. Cette co-création et collaboration avec des parties prenantes diverses ont permis d'analyser le contexte de la gouvernance climatique, les lacunes, les défis et les besoins en matière de connaissances sur l'adaptation pour une action climatique plus juste et inclusive. Cela a également permis d'interroger l'alignement des connaissances locales et des connaissances d'adaptation endogènes avec les options d'adaptation des CDN et d'autres politiques et stratégies d'action climatique, ainsi que de tirer des enseignements sur la manière dont les politiques et stratégies nationales d'adaptation peuvent bénéficier des connaissances, des expériences, des pratiques et des stratégies locales pour soutenir une adaptation efficace et durable aux niveaux local, national et mondial.

La mise en œuvre du projet s'est appuyée sur les méthodes suivantes :

- l'examen et l'analyse de documents pertinents tels que les CDN, le Plan National d'Adaptation (NAP), les politiques d'adaptation, la planification des politiques nationales et locales de développement, la gouvernance climatique, l'adaptation dirigée localement, etc. en vue de cartographier les initiatives nationales d'action climatique, en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre des CDN à travers la perspective de l'adaptation dirigée localement.
- la consultation des parties prenantes à différentes échelles et catégories d'acteurs, y compris deux ateliers de consultation et de partage avec les parties prenantes.
- l'analyses approfondies axées sur les secteurs d'adaptation prioritaires clés comprenant: I) la sécurité alimentaire dans le village intelligent face au climat de Daga Birame (secteur de l'agriculture), II) le projet REWARD sur le contrôle de l'érosion côtière sur l'île de Dionewar (secteur des zones côtières), III) l'initiative de Système d'Alerte Précoce (EWS) de Widdou Thiéngoly concernant l'atténuation des impacts sanitaires des vagues de chaleur (secteur de la santé) ; et IV) l'analyse qualitative des données et des informations collectées avec toutes les méthodes appliquées.

## Principaux résultats et messages clés

Les impacts multidimensionnels du changement climatique sur les systèmes de production, les conditions de vie et le bien-être social nécessitent l'identification et la mise en œuvre d'options et d'actions d'adaptation conformément aux secteurs prioritaires définis dans les CDN.

Dans le but de fournir des réponses plus intégrées, efficaces, efficientes et durables aux défis climatiques, l'État du Sénégal a mis en place un cadre harmonisé d'actions entre le Plan Sénégal Émergent 2035, les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 et les CDN 2030. Ce cadre prend en compte l'adaptation dans la planification des politiques de développement économique et social, notamment par le développement et la mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation (NAP) pour des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les zones côtières et la santé.

Cependant, les options d'adaptation pour les secteurs prioritaires n'intègrent pas encore suffisamment les pratiques et stratégies d'adaptation dirigée par les communautés locales. Derrière cette faible intégration des besoins d'adaptation dirigée par les communautés, se trouvent d'énormes obstacles liés au financement. Le fait que la gouvernance climatique peine à être décentralisée ou intégrée au niveau territorial est également une contrainte significative.

En effet, les besoins de financement pour les mesures d'adaptation au changement climatique associées aux CDN (14,5 milliards de dollars d'ici 2030) dépassent les capacités du budget national et dépendent largement de la contribution des partenaires techniques et financiers (12,725 milliards de dollars)<sup>1</sup>. Ainsi, les incertitudes quant à la mobilisation des fonds climatiques compromettent non seulement les engagements du Sénégal pour lutter contre le changement climatique et accéder au financement pour que les communautés puissent mettre en œuvre leurs stratégies et pratiques locales d'adaptation, mais aussi le modèle de gouvernance climatique. Le défi du financement climatique souligne la nécessité de mobiliser des ressources internes pour soutenir les actions climatiques à long terme.

Au Sénégal, divers acteurs s'engagent dans des actions climatiques, notamment des agences et des directions techniques du gouvernement, des ONG, le secteur privé, des organisations académiques et internationales. Ces parties prenantes mettent en œuvre un éventail de politiques, de pratiques et de stratégies visant à relever les défis du changement climatique. Les parties prenantes partagent de plus en plus le point de vue selon lequel la mise en œuvre sur le terrain des actions d'adaptation aux niveaux sous-nationaux reste insuffisante.

## **Principaux résultats des études de cas**

Malgré un soutien limité du gouvernement central, l'adaptation dirigée localement est une réalité au Sénégal. Elle est bien alignée sur les priorités des CDN et sur d'autres politiques et stratégies nationales conçues pour faire face aux impacts du changement climatique.

Les résultats des trois études de cas dans les zones de Daga Birame, Dionewar et Widou Thiéngoly sur l'adaptation dirigée localement pour les secteurs prioritaires des CDN tels que l'agriculture, les zones côtières et la santé montrent que les impacts du changement climatique sur les systèmes de production, les moyens de subsistance et le bien-être social sont les principales sources de motivation pour les communautés de s'engager et de se mobiliser en faveur de l'action ou de la gouvernance climatique. Cette prise de conscience et cet engagement constituent la base d'actions réussies d'adaptation, efficaces et durables.





L'adaptation dirigée localement présente des avantages évidents pour l'action climatique et le développement durable, tant au niveau des communautés que du pays tout entier. Cependant, les pratiques et les stratégies d'adaptation élaborées par les communautés sont généralement peu prises en compte dans les actions du gouvernement central en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et de gouvernance connexes. Un niveau aussi faible d'intégration, même dans les plans de développement local, s'est matérialisé par les obstacles et les contraintes liés à l'accès direct au financement climatique, ainsi que par le renforcement des capacités techniques et organisationnelles dans la mise en œuvre des politiques climatiques au niveau local. De plus, la conception et la mise en œuvre des politiques sont cloisonnées, avec une participation limitée des parties prenantes locales et communautaires, ce qui constitue un autre obstacle majeur à des actions d'adaptation efficaces et durables.

Le manque de financement, combiné à l'augmentation des coûts de l'adaptation au changement climatique, constitue un obstacle important à l'action d'adaptation tant au niveau national que local. Cela s'ajoute au manque d'accès aux financements disponibles et aux capacités techniques et scientifiques, ce qui limite les contributions et l'efficacité des acteurs locaux, et par conséquent, l'action climatique globale du pays. L'accès aux financements climatiques et aux capacités techniques dans l'élaboration de projets climatiques sont étroitement liés, car les parties prenantes doivent être en mesure de démontrer l'ajout climatique et la responsabilité pour justifier la pertinence et la solidité du projet. Cependant, les parties prenantes locales et communautaires sont souvent loin de disposer de cette capacité si elles n'ont pas le soutien des services techniques de l'État.

Les leçons pertinentes et les meilleures pratiques apprises à partir de nos trois études de cas sur les initiatives d'adaptation dirigée localement dans les domaines de l'agriculture, des zones côtières et de la santé démontrent la véritable capacité des communautés à identifier et à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation clés qui peuvent contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'action climatique dans le pays.

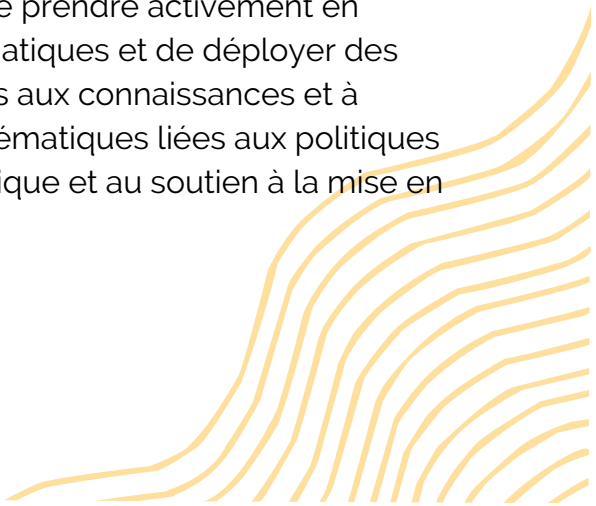
## **Messages principaux du rapport**

Les principaux résultats et conclusions de la recherche menée sur l'action climatique et la mise en œuvre des politiques d'adaptation au Sénégal conduisent à plusieurs messages clés :

- Le Sénégal promeut une approche sectorielle et territoriale pour mettre en œuvre l'action climatique en connectant les interventions des CDN, du Plan Sénégal Émergent pour 2035 et des Objectifs de Développement Durable du pays de l'Agenda 2030;
- Le pays réalise des progrès appréciables dans la mise en œuvre des politiques d'adaptation définies dans les CDN, bien qu'il existe de grandes inégalités dans les interventions en matière de résilience climatique entre les secteurs et les territoires;

- Les leçons tirées des études de cas mettent en évidence les capacités des communautés locales à identifier et mettre en œuvre des stratégies et des solutions d'adaptation bien alignées sur les options et les actions d'adaptation de la CDN, avec le soutien des services techniques, de la société civile et des ONGs;
- Le modèle de village intelligent face au climat pour l'adaptation dirigée localement à Daga Birame repose sur des leviers de mobilisation et de participation communautaires. Ceux-ci sont fondés sur la nécessité de préserver les systèmes de production agricole et les activités génératrices de revenus assurant la durabilité de la communauté et son engagement en faveur de l'action climatique, avec le soutien des structures nationales;
- Le modèle d'adaptation réactive de la communauté de Dionewar face à l'érosion côtière repose sur une solution souple et basée sur la nature, avec des épis maltais. Il est perçu par la population comme un moyen de limiter à la fois l'avancée de la mer et de préserver les systèmes de production et les activités génératrices de revenus, largement dominés par le pâturage traditionnel et le tourisme local;
- Le modèle d'adaptation réactive et spontanée de Widou Thiéngoly, basé sur la mise en place d'un système d'alerte précoce pour les effets néfastes des vagues de chaleur sur la santé humaine, est considéré par la communauté et les autorités locales comme l'un des moyens les plus efficaces pour s'adapter aux impacts sanitaires des températures élevées;
- Une meilleure synergie et des liens entre les options d'adaptation des CDN et les pratiques et stratégies des communautés locales dans le processus de mise en œuvre de l'action climatique au Sénégal sont nécessaires pour (i) accroître l'accès aux connaissances basées sur des preuves sur l'adaptation dirigée localement qui informe les politiques climatiques, (ii) accroître l'accès à la capacité technique et à la compétence locale qui mobilise les fonds climatiques et (iii) intégrer les pratiques d'adaptation endogènes dans les politiques climatiques.

Dans l'ensemble, étant donné l'alignement entre les options d'adaptation des CDN et l'adaptation dirigée localement, l'action au niveau communautaire pourrait être considérée comme un moteur important et pertinent de l'action climatique au Sénégal. Cependant, pour renforcer l'efficacité des actions et des politiques d'adaptation dirigée localement, ainsi que les stratégies de mise en œuvre au niveau national, il est nécessaire de mettre en œuvre une série d'actions. Celles-ci incluent la compréhension claire des stratégies et des pratiques existantes, leur documentation et la mise en évidence des stratégies et pratiques locales d'adaptation. Cela implique également de prendre activement en compte les opportunités locales pour relever les défis climatiques et de déployer des efforts soutenus pour surmonter les obstacles liés à l'accès aux connaissances et à l'information. Cela comprend la prise en compte des problématiques liées aux politiques existantes, aux contraintes financières, à l'assistance technique et au soutien à la mise en œuvre.



## Structure du rapport

Le reste du rapport est organisé en quatre sections comme suit:

- **Section 1** : une introduction donnant un aperçu global du changement climatique en fonction du contexte du pays, des conceptions d'adaptation et de l'approche et des objectifs du projet;
- **Section 2** : cartographie du paysage de l'action climatique en mettant l'accent sur les domaines prioritaires de la CDN, les politiques d'adaptation, les pratiques locales, la cartographie et l'engagement des parties prenantes, les aspects financiers, etc.;
- **Section 3** : études de cas documentant les pratiques d'adaptation des communautés dans les secteurs de l'agriculture, des zones côtières et de la santé.
- **Section 4** : une analyse générale et une discussion axée sur la valeur ajoutée de l'adaptation dirigée localement, l'alignement et la cohérence avec les CDN, l'importance du projet, ainsi que les lacunes, les défis et les opportunités.



**POUR LIRE LE RAPPORT COMPLET ET EN SAVOIR  
PLUS SUR LE PROJET D'ADAPTATION AU CLIMAT**

